

COUR D'APPEL DE MONTPELLIER

(Loi n°2011-803 du 05 Juillet 2011)

(Décrets n° 2011-846 et 847 du 18 juillet 2011)

ORDONNANCE DU 05 MARS 2021

N° 2021 - 40

N° RG 21/01191 - N°
Portalis
DBVK-V-B7F-O4JH

Décision déferée au premier président :

Ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Montpellier en date du 22 février 2021 enregistrée au répertoire général sous le n° 21/00194.

ENTRE :

Sanae LAHSSINI

Madame [REDACTED]
née le 10 Novembre 1986 à MONTPELLIER (34000)
CHRU LA COLOMBIERE
39 avenue Charles Flahault
34295 MONTPELLIER CEDEX 5

C/

LE DIRECTEUR -
CENTRE
HOSPITALIER LA
COLOMBIERE
PARQUET
GENERAL
UDAF DE
L'HERAULT

Appelante

Comparante, *par communication téléphonique*, assisté de Me Maud LAMBERT, avocate commise d'office,

ET :

Monsieur LE DIRECTEUR - CENTRE HOSPITALIER LA COLOMBIERE
Hôpital La Colombière
39 avenue Charles Flahault
34295 MONTPELLIER CEDEX 5
non comparant

UDAF DE L'HERAULT (curateur)
160 rue des Frères Lumière
CS 29000
34060 MONTPELLIER CEDEX 2
non comparant

Monsieur le PROCUREUR GENERAL
cour d'appel
1 rue Foch
34000 MONTPELLIER
non comparant

DEBATS

L'affaire a été débattue le 04 Mars 2021, en audience publique, devant Myriam BOUZAT, conseillère, déléguée par ordonnance du premier président en application des dispositions de l'article L.3211-12-4 du code de la santé publique, assistée de Marion CIVALE greffier et mise en délibéré au 05 Mars 2021.

ORDONNANCE

Réputée contradictoire,

Signée par Myriam BOUZAT, conseillère, et Mélanie VANNIER, greffier et rendue par mise à disposition au greffe par application de l'article 450 du code de procédure civile.

Vu la loi n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu la loi n° 2013-803 du 27 septembre 2013 modifiant certaines dispositions issues de la loi

n° 2011-803 du 5 juillet 2011 relative aux droits et à la protection des personnes faisant l'objet de soins psychiatriques et aux modalités de leur prise en charge,

Vu le décret n° 2011- 846 du 18 juillet 2011 relatif à la procédure judiciaire de mainlevée ou de contrôle des mesures de soins psychiatriques,

Vu le décret n°2014-897 du 15 août 2014 modifiant la procédure judiciaire de mainlevée et de contrôle des mesures de soins psychiatriques sans consentement,

Vu l'ordonnance rendue par le juge des libertés et de la détention de Montpellier en date du 22 Février 2021,

Vu l'appel formé le 23 Février 2021 par [REDACTED] reçu au greffe de la cour le 23 Février 2021,

Vu l'avis du ministère public en date du 3 mars 2021,

Vu l'article 2 de la loi n° 2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire modifiant l'article 1er de la loi n° 2020-1379 du 14 novembre 2020 autorisant la prorogation de l'état d'urgence sanitaire et portant diverses mesures de gestion de la crise sanitaire : "L'état d'urgence sanitaire déclaré par le décret n° 2020-1257 du 14 octobre 2020 déclarant l'état d'urgence sanitaire est prorogé jusqu'au 1er juin 2021 inclus."

Vu l'article 1er du décret n° 2020-1405 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale énonçant que les dispositions de la présente section sont applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale jusqu'à l'expiration d'un délai d'un mois après la cessation de l'état d'urgence sanitaire déclaré par le décret du 14 octobre 2020 susvisé, et prorogé dans les conditions prévues par l'article L. 3131-13 du code de la santé publique.
Elles s'appliquent aux instances en cours le lendemain de la publication du présent décret."

Vu les dispositions de l'article 5 de l'ordonnance n° 2020-1400 du 18 novembre 2020 portant adaptation des règles applicables aux juridictions de l'ordre judiciaire statuant en matière non pénale et aux copropriétés qui édicte : *"Le juge, le président de la formation de jugement ou le juge des libertés et de la détention peut, par une décision non susceptible de recours, décider que l'audience ou l'audition se tiendra en utilisant un moyen de télécommunication audiovisuelle permettant de s'assurer de l'identité des personnes y participant et garantissant la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges entre les parties et leurs avocats.*

En cas d'impossibilité technique ou matérielle de recourir à un tel moyen, le juge peut, par décision insusceptible de recours, décider d'entendre les parties et leurs avocats, ou la personne à auditionner, par tout moyen de communication électronique, y compris téléphonique, permettant de s'assurer de leur identité et de garantir la qualité de la transmission et la confidentialité des échanges.

Dans les cas prévus au présent article, les membres de la formation de jugement, le greffier, les parties, les personnes qui les assistent ou les représentent en vertu d'une habilitation légale ou d'un mandat, les techniciens et auxiliaires de justice ainsi que les personnes convoquées à l'audience ou à l'audition peuvent se trouver en des lieux distincts. Le juge organise et conduit la procédure. Il s'assure du bon déroulement des échanges entre les parties et veille au respect des droits de la défense et au caractère contradictoire des débats. Le greffe dresse le procès-verbal des opérations effectuées.

Les moyens de communication utilisés par les membres de la formation de jugement garantissent le secret du délibéré."

Vu notre ordonnance en date du 24 Février 2021 fixant l'audition du patient et la tenue de l'audience par communication téléphonique au visa de l'article 5 de l'ordonnance n° 2020-1400 du 18 novembre 2020,

Vu le procès-verbal d'audience du 04 Mars 2021,

PRÉTENTIONS DES PARTIES

Madame [REDACTED] a déclaré à l'audience : " reconnaît avoir interrompu son traitement médical surdosé en raison de sa grossesse avancée étant actuellement enceinte de 4 mois et une semaine, qu'elle souhaite terminer sa grossesse à domicile car elle a des contractions de plus en plus importantes et hier soir a bien cru perdre son enfant, elle vit difficilement la promiscuité avec les autres patients du service ce qui lui provoque des contractions. "

L'avocate de Madame Sanae LAHSSINI critique la décision du juge des libertés et de la détention de Montpellier du 22 février 2021 et fait valoir au soutien de la demande de mainlevée les moyens de nullité tenant à l'irrégularité:

- de la procédure de réadmission en hospitalisation complète le 11 février 2021 de sa cliente sur la foi d'un certificat médical établi par le Dr Duret, médecin urgentiste ne participant pas à la prise en charge de sa cliente, son médecin psychiatre traitant étant le Dr Bouillon-Setbi en violation des dispositions de l'article L 3211-11 al.2 du code de la santé publique, causant un grief à sa cliente qui s'est vue réadmise sur la foi d'un avis médical d'un médecin ne connaissant pas l'histoire de sa maladie et son dossier médical,

- de la notification tardive le 17 février 2021 de la décision de réadmission du 11 février 2021, soit le délai de 6 jours durant lesquels la patiente a ignoré les raisons de sa réadmission, ne pouvant ainsi formaliser de recours contrairement au raisonnement du premier juge qui a estimé qu'elle ne démontrait aucun grief au sens de l'article L. 3211-3 du code de la santé publique, et soutient que la motivation du premier juge est critiquable pour deux motifs :

- d'une part, l'absence d'exercice d'un droit ne vaut pas renonciation à celui-ci,

On ne peut reprocher à Madame LAHSSINI de ne pas avoir saisi le juge des libertés d'autant qu'elle ne connaissait pas les raisons de son hospitalisation.

- d'autre part, le maintien du patient dans l'ignorance des décisions rendues et des raisons qui les motivent lui font grief en ce que cela porte notamment atteinte à ses droits.

On ne peut restreindre la liberté d'une personne sans lui en expliquer les raisons le justifiant.

Le représentant du ministère public conclut à la confirmation de l'ordonnance querellée

MOTIFS

Sur la recevabilité de l'appel:

L'appel motivé, formé le 23 février 2021 à l'encontre d'une ordonnance du juge des libertés et de la détention de Montpellier notifiée le 22 février 2021 est recevable pour avoir été formé dans les 10 jours de la notification en application de l'article R 3211-18 et R 3211-19 du CSP.

Sur l'appel:

Le juge des libertés et de la détention de Montpellier dans sa décision du 22 février 2021 a fort bien apprécié l'irrégularité formelle de la procédure de réadmission de Madame [REDACTED] qui d'une part a été réadmise en hospitalisation complète sur la foi d'un avis médical d'un autre médecin que son médecin la prenant en charge dans le cadre de son programme de soins et d'autre part a reçu la décision de réadmission six jours après son hospitalisation complète sans qu'un certificat médical contre-indique la remise le jour même.

Le juge des libertés et de la détention de Montpellier dans sa décision du 22 février 2021, ne peut dire, au visa de l'article L 3216-1 du code de la santé publique, qu'aucune atteinte aux droits de la patiente ne s'en est suivie par le retard de six jours apporté à la remise de la décision de réadmission du 11 février 2021 sans contre-indication médicale précise, motif pris que celle-ci s'était vue remettre dès le 12 février 2021, la brochure d'information de ses droits lui indiquant qu'elle pouvait à tout moment former une demande de mainlevée de la mesure et qu'elle n'avait pas exercé cette possibilité.

En effet, l'information de la situation juridique, droits, voies de recours ouvertes et garanties offertes par la communication d'une brochure à la patiente n'exonère pas l'établissement d'accueil de respecter les dispositions de l'article L 3211-3 du code de la santé publique par la remise le plus rapidement possible et en fonction de l'état de la patiente de la décision de réadmission car, l'intéressée ne pouvait exercer de recours à l'encontre d'une décision qui ne lui avait pas été remise d'une part et ne pouvait former recours à l'encontre d'une décision dont les motifs lui étaient inconnus, d'autre part.

L'établissement de soins ne justifie pas ce retard par l'état de la patiente qui aurait contre-indiqué la remise de la décision de réadmission.

Ainsi la patiente a vu sa liberté d'aller et de venir entravée sans en connaître la raison (Civ., 5 juillet 2018, pourvoi n° 18-50.042)

Madame [REDACTED] a subi une atteinte à son droit fondamental de ne point être privée de sa liberté sans en connaître le motif, du fait de l'irrégularité entâchant la remise de la décision de réadmission.

Il n'y a lieu de répondre aux autres moyens devenus surabondants.

En conséquence, il convient d'infirmier l'ordonnance déferée.

En application de l'article L 3211-12-III du code de la santé publique : " la mainlevée prend effet dans un délai maximal de vingt-quatre heures afin qu'un programme de soins puisse, le cas échéant, être établi en application de l'article L. 3211-2-1. Dès l'établissement de ce programme ou à l'issue du délai mentionné à la phrase précédente, la mesure d'hospitalisation complète prend fin."

En l'état du certificat médical de situation établi le 2 mars 2021 par le Dr M. Hellouin de Menibus qui renseigne *"sur une désorganisation du discours, qui est par ailleurs logorrhéique avec de multiples coqs à l'âne. Madame présente des propos délirants de thématique persécutoire avec participation anxieuse et une adhésion totale. Elle présente une forte rationalisation des événements et troubles du comportement. Elle ne présente aucun insight, nie le diagnostic psychiatrique, refuse les soins."*

A l'audience, la patiente a tenu un discours décrivant son parcours de vie de manière cohérente et posée, démontrant ainsi le bienfait du traitement médical sur sa pathologie qu'elle a du mal à admettre.

En conséquence, le délai de 24 heures pour la mise en place d'un programme de soins est nécessaire pour pallier une rupture thérapeutique.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement,

Déclarons recevable l'appel formé par **Madame** [REDACTED],

Accueillons un moyen de nullité,

Infirmos la décision déferée,

Et statuant à nouveau,

Ordonnons la mainlevée de l'hospitalisation complète de **Madame** [REDACTED] dans les vingt-quatre heures de la notification de la présente décision aux fins mise en place éventuelle d'un programme de soins, en application de l'article l'article L 3211-12-III du code de la santé publique.

Laissons les dépens à la charge du trésor public,

Disons que la présente décision est portée à la connaissance de la personne qui fait l'objet de soins par le greffe de la cour d'appel.

Rappelons que la présente décision est communiquée au ministère public, au directeur d'établissement.

La greffière

La magistrate déléguée